



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

12/10/2026

Mouvement lycéen : que cherche la direction de la CGT ?

En consultant le site internet de la CGT, on constate que la première annonce, publiée dans la rubrique « actualités », concerne la manifestation du 25 novembre contre les violences sexuelles et sexistes. Il faut aller à la quatrième pour voir évoquer le budget et à la cinquième pour le mouvement de révolte des lycéens et étudiants (le quatre octobre). Même la journée factice du 5 novembre n'y figure pas. Cette visite du site confédéral confirme que la direction de la CGT n'a absolument pas décidé de contribuer à la convergence des luttes pour enfin faire reculer le pouvoir macroniste au service du Grand Capital.

La CGT, dans ses prises de paroles dans les *media* comme dans ses écrits, continue d'exhorter (ou de supplier) le gouvernement à « revoir sa copie », s'agissant du budget, en sachant pertinemment (du moins, il faut l'espérer) qu'il n'a pas l'intention de changer et n'en fera rien sans rapport de forces conséquent. En débat avec le ministre Lescure, le 11 octobre, Sophie Binet s'en est tenue à cette posture : « le gouvernement doit entendre la jeunesse et changer sa politique ». Sa principale diatribe contre le gouvernement est exprimée ainsi : « *Votre système est une usine à gaz !* », en voilà de la critique ! Le ministre saisit d'ailleurs la balle au bond et lui répond : « *Vous avez raison, c'est une usine à gaz, on taxe trop, on aide trop !* ». Bref, les incantations ne sont d'aucune utilité, mais la direction de la CGT s'en tient à elles ; le temps n'est décidément pas pour elle à l'affrontement avec un pouvoir et une classe dominante qu'elle ne se résout pas à considérer comme des ennemis à combattre en toutes circonstances.

Le texte trouvé sur le site de la CGT à propos du budget dénonce un « budget irresponsable ». Même dans les mots, la direction de la CGT n'arrive pas à combattre ce gouvernement. De la même manière que l'était le leitmotiv « la politique de l'offre est un échec », le budget irresponsable est une stupidité sans pareil. Si on ne conçoit pas que Macron et tous ses gouvernements successifs ont simplement appliqué la feuille de route du Capital, on peut les dire incompetents, en échec, irresponsables. Les écrits se succèdent montrent que c'est bien là le problème ; la direction de la CGT ne considère pas Macron comme un ennemi car elle ne considère pas non plus la Bourgeoisie capitaliste comme le seul et unique ennemi, parce qu'elle ne comprend pas comment fonctionne le système capitaliste, et elle ne comprend rien à la lutte des classes.

Une intersyndicale nationale s'est réunie samedi 10 octobre. La CGT, FO, Solidaires et la FSU y ont proposé une grève interprofessionnelle le 15 octobre. Cette date aurait pu donner un véritable coup d'accélérateur à la mobilisation lycéenne et étudiante, et contribuer à étendre la contestation. Mais la CFDT, l'UNSA et la CFTC sont restées sur le 5 novembre. Et au nom de l'unité syndicale, les autres ont finalement accepté. La CGT a justifié ce recul par la recherche d'un consensus... La CGT porte la responsabilité de la non-existence de cette date de grève. Les autres n'y seraient pas allés sans elle, tout le monde le sait, nous sommes arrivés au stade dénoncé par Stéphane Sirot depuis la lutte de 2023 contre la réforme des retraites, le stade où l'intersyndicale n'est plus considérée comme un moyen, mais comme un but en soi. Ajoutons que le communiqué final de l'Intersyndicale ne mentionne pas le 17 octobre et FO ainsi que la CFTC se sont opposés à la dénonciation des violences policières contre les lycéens. Même la répression est ainsi évacuée du communiqué, alors qu'elle est au cœur de la mobilisation.

Cependant, le numéro de duettistes entre la CFDT et la CGT commence à se voir et suscite colère et indignation. Nombreux sont les militants qui, à l'annonce d'une date de grève d'un jour isolé du rapport de force se jouant actuellement, le 5 novembre, ont fait part de leur ras-le-bol. Mais la direction confédérale de la CGT tient bon sur

sa ligne : surtout pas de vague avant l'élection présidentielle. L'intersyndicale a cassé, l'année dernière, le mouvement issu du 10 septembre en imposant une date aux calendes grecques. De la même manière, elle tente le coup avec le 5 novembre. Certains se disent : ça se voit trop, d'où la proposition du 15 octobre, mais tous décident de se conformer à la décision initiale, le 5 novembre et rien d'autre et continuent de regarder de loin un mouvement qui vient objectivement bousculer leur calendrier consensuel avec la classe dominante en espérant qu'il s'effiloche ou s'assagisse.

Seulement, le mouvement lycéen est là, ayant surpris tous les politiciens et syndicalistes professionnels. Quand Sophie Binet le caractérise, elle évoque seulement le manque de profs et Parcoursup. Parcoursup est certes essentiel dans le processus de restrictions de l'accès des enfants de prolétaires à l'université. Mais le mouvement lycéen existe pour des raisons bien plus profondes. Si les dix ans de restructuration de l'éducation nationale des macronistes sont responsables de l'étincelle, les lycéens, qu'ils en aient conscience ou pas, remettent en cause l'École de l'État. Cette machine à empêcher l'émancipation, à canaliser la promotion par un changement de classe, ce formidable outil idéologique du Capital est à bout de souffle. Les réformes de l'éducation nationale, depuis dix ans, ont suivi un double mouvement dans la restructuration de l'impérialisme français. Il s'agit à la fois de la militarisation de la société, dans un contexte de marche à la guerre des monopoles, et de l'encadrement de la jeunesse. Pour répondre aux impératifs idéologiques de la marche à la guerre, la Bourgeoisie attend de la jeunesse, et particulièrement de la jeunesse prolétaire, qu'elle marche au pas, car c'est elle qui sera envoyée au casse-pipe pour ses intérêts financiers. Il faut donc éviter à tout prix qu'elle ait des idées de révolte. Contrairement à l'avant 1914 où l'École avait exalté l'esprit de revanche, aujourd'hui, le formatage se fait par la peur et la destruction de l'avenir. Et il ne s'agit pas seulement de la répression policière et de l'idéologie dominante distillée par les media. L'institution scolaire elle-même (administration, vie scolaire, enseignants) sert à encadrer et formater les élèves depuis son existence, et s'adapte très bien aux changements quant au contenu du formatage.

Les lycéens aujourd'hui révèlent et rejettent ce système. Les revendications sectorielles et limitées à chaque lycée n'étaient pas ce qui provoquait une telle colère. Il existe quelque chose de plus profond, de plus général, révélé au début du mois d'octobre. Les lycéens se sont placés au-devant (mais toujours en lien) des revendications. Ils n'ont pas, comme au moment du CPE ou des réformes des retraites, servi de *réserve* aux forces syndicales ou politiques bourgeoises dans une lutte contre un projet gouvernemental. Ils se sont érigés dans une révolte au motif revendicatif (des profs, des rénovations, en finir avec Parcoursup, de l'argent pour l'École et pas pour la guerre, etc.) mais au contenu politique. Ce qu'ils demandaient, ils ne le demandaient pas pour eux seulement, mais pour tous. Dans un paysage où syndicalistes professionnels et politiciens de gauche façonnaient une absence des luttes au nom de l'urgence d'attendre la présidentielle, ils ont pris les devants et bouleversé l'immobilisme. Voici ce qu'en dit **La Cause du Peuple** : *« Les lycéens ont avancé comme des éclaireurs, ils ont osé lutter avec leurs moyens, sans baisser la tête. Ils ont adapté leurs méthodes de lutte à la nouvelle situation en faisant jouer un facteur très important : la mobilisation de masses. Au lieu des petits blocus déterminés de 6h du matin, dans les lycées les plus prolétaires, c'est souvent la décision collective d'un grand nombre qui a primé. Cela marque une élévation de la qualité du mouvement lycéen. Ce que la lutte enseigne, c'est que le mouvement lycéen souvent caricaturé comme un mouvement "sans revendication", qui "se greffe à tout" pour sécher les cours, n'existe plus sous cette forme. Il y a désormais un mouvement lycéen qui a surgi en propre dans ce pays. »*.

Nous partageons ce point de vue, l'idée d'un changement de nature du mouvement lycéen et de l'élévation du niveau de conscience et de compréhension du système capitaliste par ces jeunes. Nous ne sommes plus au temps du CPE ou des réformes des retraites, où les lycéens ont servi de réserve aux forces syndicales ou politiques petites-bourgeoises dans une lutte contre un projet gouvernemental. Nous sommes face à un mouvement ayant ses propres raisons et se construit en autonomie, dans lequel la jeunesse prolétaire tient une place essentielle, autre point de rupture avec les mouvements précédents. Il se construit malgré les récupérateurs en tout genre, dont la direction de la CGT, qui veulent une « sortie de crise » et surtout ramener la jeunesse prolétaire à sa position initiale : soumise à l'ordre de l'École bourgeoise, soumise à la direction petite bourgeoise dans le mouvement lycéen, force d'appui d'une certaine fraction de la bourgeoisie dans la lutte pour le pouvoir suprême de l'État bourgeois. Mais, ce mouvement que nous avons caractérisé, sera difficile à faire rentrer dans le rang.

Nous laissons la conclusion à **La Cause du Peuple**, évoquant les tentatives de récupération ou de canalisation du mouvement : *« Mais ils ne peuvent pas faire grand-chose face à la lame de la lutte de classes qui raclent les fonds du pays. Ce qu'ils gagneront aujourd'hui en convainquant un lycéen de voter Mélenchon en 2027 ou quelques jeunes d'adhérer à leur collectif qui baisse la tête en levant le poing ; ils le perdront au centuple dans la classe, et plus vite qu'ils ne le croient. Car les illusions de la social-démocratie et de l'opportunisme ne seront pas, pour cette génération, brisées à 30 ou 40 ans, comme la génération Mitterrand ou Hollande. C'est à 17 ans*

qu'on aura vu dans la rue que la politique se concentre à notre époque dans un affrontement ouvert avec l'État bourgeois, que celui-ci peut être « débordé » et qu'il faut élever le niveau de la lutte de classes. ».